

Evolutions de la méthode de construction des tarifs réglementés de vente d'électricité

Date de la contribution : 24/09/2024

Introduction

Alpiq comprend et souscrit à l'objectif de la CRE de maintenir le gisement des HPHC dans le cadre de l'évolution de la méthode de fixation du TRVE.

Concrètement, la voie pour l'heure privilégiée par la CRE pour cette évolution a pour objet de garantir l'attractivité l'option HPHC en distordant les prix issus des calculs du TRV. Alpiq alerte la CRE sur le fait que cet objectif louable ne doit pas se faire au détriment des fournisseurs en renforçant la non-contestabilité du TRVE, et en continuant de leur faire porter un risque non rémunéré.

En effet, les niveaux des TRVE sont depuis de nombreux mois décorrélés de la réalité des coûts subis par les fournisseurs par option tarifaire. Alpiq fait part de sa grande inquiétude face à la possible pérennisation de cette méthode, qui rend le TRV non contestable.

De notre lecture, des voies à la fois plus simples et moins attentatoires à la contestabilité du tarif existent pour une évolution de la méthode de fixation qui maintienne le gisement HPHC :

1. Appliquer un *mark-up* à l'option Base. Plutôt que de favoriser l'option HPHC, cette disposition viendrait pénaliser l'option Base qui, en tout état de cause, dessert le système électrique et génère u coût pour la collectivité. En bonne application du principe pigouvien « pollueur-payeur », un tel *mark-up* ferait en sorte que le consommation Base paie pour les coûts qu'il génère sur la collectivité.

De plus, cette disposition favorise la contestabilité du tarif, au contraire de la voie présentée par la CRE dans la présente consultation.

2. ou, à défaut, supprimer l'option Base et l'option tarifaire Base chez Enedis.

3. Evolution des signaux tarifaires envoyés aux consommateurs

Question 1 : Avez-vous des remarques sur la méthode de calcul « d'empilement par option cible » envisagée par la CRE ?

Alpiq n'est pas favorable à une telle option, et suggère plutôt d'appliquer un *mark up* à l'option Base afin de rendre les HPHC attractives (cf. préambule)

Si méthode de calcul envisagée par la CRE semble en théorie améliorer le risque porté par les fournisseurs par rapport à la méthode précédente, il est nécessaire que les acteurs soient consultés dans des ateliers techniques sur la mise en application de ces concepts.

En effet, les hypothèses qui sous-tendent le choix d'une telle méthodologie sont très fortes, notamment sur la répartition de la consommation des clients Base en HP et HC.

Enfin, Alpiq rappelle que le projet de la CRE de prolonger cette attractivité les HPHC se fait au détriment des fournisseurs qui voient le TRV devenir incontestable.

En effet avec cette méthode, le prix de l'option HPHC sera moins cher que ce qu'il aurait dû être avec la méthode d'empilement des coûts par option. Le prix de l'option BASE sera, lui, plus cher. Un fournisseur avec une majorité de clients en option HPHC subira donc une perte car il sourcera ses clients sur un profil RES2 alors que ces mêmes clients auront être pricés sur un profil Cible (incluant des clients BASE, avec moins de part hivernal et donc moins cher). Un fournisseur mal intentionné aurait donc même un intérêt à orienter ses clients vers l'option BASE qui est la plus avantageuse pour le fournisseur.

Afin de pallier ce biais, il est primordial que :

- L'obligation de proposer aux clients le tarif le plus avantageux soit inscrite dans la loi, et pas uniquement dans les lignes directrices, signées sur base du volontariat.
- A l'instar du gaz et comme déjà exposé en réponse à la consultation sur les lignes directrices, Enedis mette à disposition des fournisseurs les CAR. Celles-ci serviraient de référence pour le calcul des mensualités et le renvoi vers l'offre la plus avantageuse pour le client.

De plus, afin de limiter les effets de bord pour le fournisseur, nous proposons quelques ajustements sur la méthode de construction de l'option Cible. En effet nous comprenons que l'option cible est construite en regroupant tous les consommateurs des options BASE et HPHC. Or, seuls les consommateurs BASE avec une puissance strictement supérieure à 6 kVA ont la capacité de répondre facilement à un signal tarifaire HPHC. De plus, les consommateurs BASE qui ont la capacité d'y répondre vont le faire progressivement dans le temps. Il nous paraît donc judicieux de :

- Construire l'option Cible en intégrant uniquement les options HPHC et options BASE pour les clients avec une puissance supérieure à 6 kVA, c'est-à-dire les profils RES2 et RES11.
- Construire l'option Cible en n'intégrant que X% des options BASE avec une puissance supérieure à 6 kVA (RES11), X correspondant à la proportion de clients qui basculeraient la première année de l'option BASE à l'option HPHC.

Question 2 : Avez-vous des remarques sur la méthode de construction des tarifs par fixation d'un « ratio d'équilibre cible » envisagée par la CRE ?

Alpiq n'est pas favorable à une telle option, et rappelle sa forte préférence pour l'application d'un *mark up* à l'option Base en vue de rendre les HPHC plus attractives (cf. préambule). Les effets d'un tel *mark up* seraient similaires à une « subvention » de HPHC, sans menacer la contestabilité du TRVE.

A défaut, Alpiq est davantage favorable à la méthode « d'empilement par option cible ».

Question 3 : A - Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la méthode par homothétie pour les tarifs Base et HPHC en 2025 ? B - Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer la méthode d'empilement par option cible à partir de l'année 2026 ?

Défavorable

Commentaire :

A- Alpiq est favorable à la proposition de la CRE de maintenir la méthode par homothétie pour les tarifs Base et HPHC en 2025.

B- Alpiq n'est favorable à la proposition de la CRE d'employer la méthode d'empilement par option cible, ni dès 2026, ni plus tard. A noter cependant qu'Alpiq préfère la méthode d'empilement par option cible, à la méthode par homothétie ou celle par ratio d'équilibre cible.

Question 4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE qu'il est nécessaire de faire évoluer de manière progressive le niveau de l'option Tempo, et ceci dès 2025 ?

Alpiq partage l'analyse de la CRE selon laquelle il est pertinent de faire évoluer l'option Tempo dès 2025.

Cependant, Alpiq tient à rappeler que Tempo concerne une très petite minorité des consommateurs, et est très difficile à répliquer. De plus, du fait des investissements nécessaires à lancer une offre répliquant Tempo (envoi de SMS pour les jours blanc et rouge), il convient de garder à l'esprit que cette option constitue une barrière à l'entrée pour des acteurs alternatifs. Si cette barrière est sans effet significatif jusqu'ici, l'évolution envisagée par la CRE pourrait rendre l'enjeu de la non-contestabilité de Tempo plus prégnant.

Question 5 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 18 kVA à 36 kVA à partir du mouvement tarifaire de février 2026 ?

Favorable

Commentaire :

Alpiq est favorable à cette proposition et souhaite la suppression de l'option Base du TRVE pour tous les clients résidentiels.

Question 6 : En tant que fournisseur alternatif, quels impacts cette évolution aurait-elle sur vous ? En particulier, prévoyez -vous de conserver l'option Base pour les consommateurs de puissance souscrite 18-36 kVA ?

La réponse est confidentielle

Question 7 : Êtes-vous favorable à la mise en extinction de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 9 kVA à 15 kVA, à partir du mouvement tarifaire de février 2025 ?

Favorable

Commentaire :

Alpiq est favorable à une extinction de l'option Base pour les puissances entre 9 kVA et 15 kVA, mais préférerait une suppression pure et simple de l'option Base pour tous les consommateurs résidentiels.

Question 8 : Que pensez-vous de faire un bilan de la mise en extinction de l'option Base des TRVE pour les puissances souscrites 9-15 kVA d'ici 3 ans, dans la perspective d'une éventuelle suppression dans 4 à 5 ans ? et d'envisager à terme une suppression ?

A défaut d'envisager la suppression de l'option Base dès le mouvement tarifaire de février 2025, Alpiq suggère de réaliser plus rapidement le bilan de la mise en extinction et le cas échéant procéder à la suppression. L'objectif devrait être la suppression de l'option Base d'ici 3 ans au maximum.

Question 9 : En tant que fournisseur alternatif, quels impacts cette évolution aurait-elle sur vous ? En particulier, prévoyez -vous conserver l'option Base pour les nouveaux consommateurs de puissance souscrite 9-15 kVA ?

La réponse est confidentielle

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'expérimentation, au sein des TRVE, d'une offre proposant un tarif plus bas toutes les heures de l'année, sauf pendant les périodes les plus tendues du système électrique (quelques heures en journée le matin et le soir, pendant les mois d'hiver), avec éventuellement des heures super creuses la nuit et le week-end ?

La réponse est confidentielle

Question 11 : Voyez -vous d'autres évolutions permettant de mobiliser la flexibilité des consommateurs du secteur résidentiel ?

Alpiq réitère sa proposition d'appliquer une « taxe » spéciale, un *mark up* aux clients Base. Cette option pourrait continuer d'exister pour les faibles puissances souscrites mais générerait un surcoût pour le consommateur, puisque celui-ci, en tout état de cause, dessert le système électrique. Les clients Base paieraient donc à la collectivité le coût de cette option. L'application de cette « taxe » évite de discriminer les fournisseurs alternatifs en préservant un niveau constant de contestabilité des tarifs.

De plus, Alpiq réitère ici sa proposition de supprimer purement et simplement l'option Base, et en conséquence de supprimer l'option tarifaire Base chez Enedis. Il serait aussi pertinent d'imposer un delta de prix entre les HP et les HC.

Enfin, nous considérons qu'il est temps de passer au TRVE 4 postes pour sensibiliser les consommateurs aux mouvements saisonniers. Si cette démarche permet plus de mobiliser la sobriété que la flexibilité des consommateurs, elle serait au bénéfice du système électrique.

Question 12 : Si les résultats de l'expérimentation de la nouvelle option proposée par la CRE sont concluants, êtes-vous favorable à une éventuelle évolution de l'option Base vers cette option ?

Alpiq est favorable à cette évolution si l'expérimentation de la nouvelle option est concluante. Celle-ci revient à créer un TRV HPHC avec des heures décalées.

4. Méthode de construction des TRVE pour les sites souscrivant des puissances supérieures à 36 kVA

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'utilisation des profils ENT1 et ENT3 pour la construction des TRVE sup 36 kVA pour l'année 2025 ?

Défavorable

Commentaire :

Les profils ENT1 et ENT3 sont des profils statiques et non représentatifs des consommations des futurs consommateurs souscrivant à ce TRVE qui sont télérelevés. Alpiq regrette la création d'un TRVE à destination de tels clients sans que des études sur les consommations réelles des clients cibles aient pu être réalisées. Le TRVE résultant sera forcément décorrélé du coût réel de ces clients, et se fera au détriment soit du client soit des fournisseurs, sans qu'il soit possible d'identifier en amont les risques inhérents à un tel *pricing*.

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'utilisation d'un profil dont les caractéristiques seront publiées, construit en utilisant les consommations du portefeuille des consommateurs souscrivant aux TRVE sup 36 kVA à partir de l'année 2026 ? Ou préférez-vous l'utilisation d'un profil dont les caractéristiques seront publiées, construit à partir d'une agrégation de courbes de charges transmises par les gestionnaires de réseaux ou par les fournisseurs ?

Défavorable

Commentaire :

Alpiq est favorable à la deuxième option, consistant à utiliser profil dont les caractéristiques seront publiées, construit à partir d'une agrégation de courbes de charges transmises par les gestionnaires de réseaux ou par les fournisseurs.

Cependant, pour que ce TRVE ait un sens pour les consommateurs, il conviendra de réaliser des études sur le coût réel de ces consommations en ex-post et de rattraper dans le futur TRVE les pertes ou gains réalisées sur les années précédentes.

Question 15 : Êtes-vous favorable aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs en basse tension sup 36 kVA ?

Favorable

Commentaire :

Alpiq est favorable et rappelle sa demande d'adapter le TRVE aux plages temporelles TURPE pour tous les segments de consommateurs.

Question 16 : Êtes-vous favorable aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs haute tension ?

Favorable

Commentaire :

Alpiq est favorable et rappelle sa demande d'adapter le TRVE aux plages temporelles TURPE pour tous les segments de consommateurs.

Question 17 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer une méthode de calcul identique pour les TRVE sup 36kVA et inf 36kVA à l'exception des composantes suivantes : coûts d'acheminement, coûts de commercialisation, coût du complément d'approvisionnement en capacité au marché ?

Défavorable

Commentaire :

Alpiq n'est pas favorable à l'utilisation d'une méthode identique pour le calcul du coût des écarts. Ces clients étant télérelevés et peu nombreux, leur foisonnement est moins fort que pour des clients C5 profilés. Il convient d'intégrer ce risque au futur TRVE.

Question 18 : Êtes-vous favorable aux modalités de prise en compte des coûts d'acheminement dans les TRVE supérieurs à 36 kVA envisagées par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Alpiq est favorable à ces dispositions.

Question 19 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de retenir comme référence de coûts commerciaux des TRVE sup 36 kVA, pour l'année 2025, les coûts de commercialisation des TRVE bleus non résidentiels ?

Défavorable

Commentaire :

Alpiq n'est pas favorable à retenir comme référence de coûts commerciaux les coûts de commercialisation des TRVE bleus non résidentiels, puisque ces derniers sont répartis en part fixe et part variable.

La part fixe serait trop faible par rapport au coût de gestion d'un tel client. Alpiq propose de prendre pour référence le coût de commercialisation des clients EDF de ces segments, afin de rendre compte de la difficulté de répondre aux besoins de ces clients avec des enjeux plus importants que des C5.

Question 20 : Êtes-vous favorable à la période de lissage envisagée par la CRE pour le coût du complément d'approvisionnement en capacité au marché ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Alpiq est favorable à cette période de lissage pour 2025 et 2026.

Après 2026, Alpiq est favorable à une période de lissage d'un an. En effet, les entreprises contractualisent leur contrat avec leur fournisseur en moyenne un an avant l'échéance.

De plus une période de lissage plus courte favorise la non-contestabilité des tarifs, car les quantités à acheter chaque jour pour répliquer le lissage sont plus grandes (qu'avec un lissage sur deux ans) et donc plus facile à sourcer sur les marchés.

5. Autres évolutions concernant la méthode de fixation des tarifs

réglementés de vente d'électricité

Question 21 : Êtes-vous favorable à une date d'évolution des TRVE au 1er janvier de chaque année dans le cadre de la fin de l'ARENH ? Si oui, êtes-vous favorable à une modification de la date d'évolution dès le mouvement tarifaire de janvier 2026 ?

Favorable

Commentaire :

Alpiq est favorable à cette évolution.

Question 22 : Que pensez-vous de la proposition de la CRE d'inclure une brique supplémentaire lié à l'exposition des fournisseurs alternatifs au spread bid-ask lors de la participation aux marchés de gros ?

Favorable

Commentaire :

Alpiq est favorable à cette disposition.

Question 23 : La méthode de prise en compte de l'exposition au spread bid-ask proposée par la CRE vous semble-t-elle refléter les coûts portés par les fournisseurs répliquant le TRVE ? Quel niveau du paramètre X vous semble adapté pour refléter les coûts supportés par les fournisseurs répliquant le TRVE ? Quelle méthode alternative proposeriez-vous ?

La réponse est confidentielle

Question 24 : Si vous êtes un fournisseur alternatif ou un agrégateur agissant pour le compte d'un fournisseur alternatif, retranscrivez-vous ces frais dans vos offres de fourniture ? Si oui, par quelle méthode ?

La réponse est confidentielle

Question 25 : Si vous êtes un fournisseur d'électricité, quelle structure de marge adoptez-vous pour couvrir les risques quantifiables et non quantifiables pesant sur votre activité ?

La réponse est confidentielle

Question 26 : Quel serait selon vous le niveau de couverture des risques à intégrer dans la rémunération normale des TRVE applicable en 2026 ?

La crise de l'énergie a pu montrer que la couverture de risque à 95% n'étaient pas suffisant en cas de situation extrême. Les risques doivent continuer d'être couverts à 95%, ne serait-ce que pour se protéger d'un futur événement de marché comme nous avons connu, d'autant plus que les fournisseurs ont participé largement à « l'effort de guerre » en 2023.

Question 27 : A l'issue de la crise énergétique considérez-vous que la modélisation du risque thermosensibilité de la CRE répond toujours correctement aux besoins des fournisseurs, en reflétant fidèlement les surcoûts supportés ? Dans le cas contraire, quelles propositions d'évolution de la modélisation des surcoûts liés au risque thermosensibilité à intégrer au TRVE feriez-vous ?

La réponse est confidentielle

Question 28 : Êtes-vous favorable à l'évolution de la définition du coût des écarts proposée par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Alpiq est favorable à cette évolution.

Question 29 : Quel niveau du paramètre X proposeriez -vous afin de refléter au mieux les coûts supportés par un fournisseur alternatif répliquant la méthode d'approvisionnement du TRVE ?

La réponse est confidentielle

Question 30 : A - Quelle référence de prix des CEE vous semble la plus adaptée pour une construction transparente et contestable des coûts commerciaux inclus dans les TRVE ? B - Quelles seraient les méthodes de calcul à appliquer à cette référence, en particulier s'agissant de la durée de lissage et des produits considérés ?

A - Alpiq suggère de prendre la référence de prix C2E Market.

B - La durée de lissage pourrait être d'un an.